

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/AG/R/5

19 décembre 2002

(02-7018)

**Comité de l'agriculture
Session extraordinaire**

RAPPORT RÉSUMÉ DE LA QUINZIÈME RÉUNION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE, TENUE LE 22 NOVEMBRE 2002

Note du Secrétariat¹

1. Ainsi qu'en est convenu le Comité des négociations commerciales (TN/C/M/1), la session extraordinaire du Comité de l'agriculture, qui a été établie par le Conseil général (WT/GC/M/53), a poursuivi les négociations au titre des paragraphes 13 et 14 et des autres dispositions pertinentes de la Déclaration ministérielle de Doha et a tenu sa quinzième réunion le 22 novembre 2002. M. Stuart Harbinson présidait la réunion.

2. L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/1963 a été adopté.

POINT A i): RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES PRINCIPAUX POINTS DES DISCUSSIONS RELATIVES À L'ÉLABORATION TECHNIQUE DE MODALITÉS DÉTAILLÉES POSSIBLES

3. Le Président a présenté son rapport succinct sur les principaux points des discussions informelles tenues du 18 au 20 novembre 2002. Le texte du rapport est joint au présent compte rendu (annexe 1).

POINT A ii): DÉCLARATIONS DES MEMBRES

Déclarations concernant le rapport du Président

4. Concernant le rapport du Président, la Suisse a précisé qu'il ne fallait pas exclure l'adjudication des méthodes d'administration des contingents tarifaires, mais qu'il faudrait l'assujettir aux disciplines devant s'appliquer à toutes les méthodes d'administration.

5. La Nouvelle-Zélande avait fait distribuer une note informelle sur la désagrégation de la MGS. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que le Président ne semblait pas avoir pris en compte cette communication dans son rapport sur la session informelle.

6. Le représentant de Cuba s'est dit préoccupé par le temps limité qui était disponible pour les débats à la session extraordinaire informelle et qui n'avait pas permis d'examiner toutes les questions inscrites à l'ordre du jour. Cuba a demandé au Président de trouver une solution à ce problème.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

Propositions et déclarations générales

7. Le représentant de l'Argentine a rappelé le mandat de Doha qui prévoyait la tenue de négociations globales visant à des réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges; des améliorations substantielles de l'accès aux marchés; des réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif; y compris la prise en compte du traitement spécial et différencié en tant que partie intégrante de tous les éléments des négociations et des considérations autres que d'ordre commercial. L'historique des négociations commerciales comportait deux phases: une première phase de longue durée d'où avaient été exclus les produits agricoles, et une deuxième phase, qui avait débuté avec le lancement du Cycle d'Uruguay et où des engagements de réduction avaient été négociés mais de manière telle qu'il était possible de les contourner. Les mesures de soutien interne et de protection se situaient donc à un niveau égal ou supérieur à celui qui existait avant le Cycle d'Uruguay. Dans ce contexte historique, les négociations en cours sur l'agriculture étaient d'une importance capitale, non seulement à cause des intérêts vitaux de l'Argentine, mais également pour des raisons systémiques, afin d'éviter une phase d'antagonisme croissant et la détérioration du climat international. Une grande partie des Membres, dont l'Argentine, étaient disposés à poursuivre les négociations dans d'autres domaines visés par le cycle en cours à condition seulement que les Membres devaient entreprendre des ajustements structureaux pour mettre fin au protectionnisme et à l'intervention de l'État dans la production agricole et le commerce témoignent de leur volonté de procéder à de tels ajustements. Dans les moments où l'économie internationale était en proie à la vulnérabilité, l'OMC devrait envoyer un signal positif aux marchés internationaux. Il a conjuré les Membres concernés de ne pas négliger cette question importante. Selon l'Argentine, la tâche qui attendait le Président du Groupe de négociation sur l'agriculture était très délicate, car l'architecture de l'économie internationale des dix années suivantes dépendait des travaux menés à la session extraordinaire du Comité de l'agriculture.

8. L'Argentine, qui était appuyée par d'autres membres du Groupe de Cairns, a évoqué quelques éléments fondamentaux que devrait renfermer la note récapitulative du Président devant être distribuée le 18 décembre 2002. Premièrement, le fait de reprendre l'approche du Cycle d'Uruguay ne permettrait pas d'obtenir un résultat compatible avec les objectifs du mandat de Doha. Deuxièmement, le mandat de Doha ne visait pas à réaliser un équilibre uniquement dans les négociations sur l'agriculture. Troisièmement, les modalités devaient être équilibrées, globales et interreliées, et elles devaient couvrir les trois piliers. Quatrièmement, le traitement spécial et différencié devait faire partie intégrante des trois piliers. Cinquièmement, des propositions visant une véritable libéralisation devraient donner forme aux modalités. Sixièmement, la note récapitulative devrait faire état des principales options, en s'appuyant sur des propositions concrètes visant la libéralisation. Septièmement, comme il y avait de claires divergences de vues quant à la façon dont les considérations autres que d'ordre commercial devraient être prises en compte, l'Argentine estimait que la note récapitulative ne devrait pas faire mention des considérations autres que d'ordre commercial qui soit correspondaient à d'autres chapitres du mandat de Doha ne concernant pas l'agriculture, soit avaient pour effet d'atténuer l'incidence des réductions du soutien et de la protection.

9. Le représentant de la Chine a dit que même s'il était un nouveau Membre, son pays avait fait connaître ses positions dans les négociations sur l'agriculture et il avait contribué au respect des échéances fixées dans la Déclaration ministérielle de Doha. Confrontés à un ralentissement économique généralisé et à la montée du protectionnisme, les Membres devaient faire preuve de flexibilité et de créativité pour convenir des modalités d'ici au 31 mars 2003, et envoyer ainsi un signal positif au reste du monde. La Chine espérait qu'il serait fait état de ses préoccupations dans la note récapitulative du Président et elle a précisé que les modalités devaient prendre en compte le traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres. Alors qu'était préconisée une réforme de l'agriculture, il importait de reconnaître en même temps le rôle joué par l'agriculture dans la sécurité alimentaire, la stabilité sociale, le développement et l'emploi dans les pays en développement Membres. Les négociations devaient aussi tenir compte des engagements substantiels

pris par les nouveaux Membres dans le cadre de leur processus d'accession et prévoir de leur accorder un traitement spécial en reconnaissance de ces efforts de libéralisation. Le programme de travail de Doha et le Cycle d'Uruguay se situaient dans des contextes différents. Il serait certes facile de reprendre simplement les modalités du Cycle d'Uruguay, mais cela ne permettrait pas de réaliser la réforme du commerce des produits agricoles. Le Cycle d'Uruguay avait réussi à éliminer les mesures non tarifaires applicables aux produits agricoles et à plafonner les subventions à l'exportation. Certaines tâches n'étaient toutefois pas encore terminées, notamment l'élimination des crêtes tarifaires et de la progressivité des tarifs, en particulier dans le cas des produits présentant un intérêt pour les pays en développement Membres. Les mesures de soutien interne et les mesures de soutien des exportations ayant des effets de distorsion des échanges faussaient grandement le fonctionnement des marchés agricoles internationaux.

10. Concernant l'accès aux marchés, la Chine s'opposait à ce que l'approche du Cycle d'Uruguay soit utilisée pour les réductions tarifaires moyennes parce qu'une telle approche ne contribuerait pas à abaisser sensiblement les crêtes tarifaires et à réduire de fait les niveaux de protection. La formule suisse était intéressante pour traiter de ce problème particulier, mais il fallait lui apporter des ajustements afin de répondre aux préoccupations relatives aux produits sensibles, en particulier dans le cas des pays en développement Membres. Pour ce qui était des faibles taux d'utilisation des contingents tarifaires, il faudrait faire davantage pour que l'administration des contingents tarifaires soit davantage axée sur le marché. S'agissant des entreprises commerciales d'État, la Chine était d'avis qu'il n'y avait pas lieu de débattre de la question, puisqu'il existait des règles claires au titre du GATT. Concernant la sauvegarde spéciale (SGS), la Chine préconisait l'abolition de la clause existante et l'établissement d'un nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale dont ne pourraient se prévaloir que les pays en développement Membres. Au sujet du soutien interne, la Chine était d'avis qu'il fallait examiner et renforcer les règles applicables aux mesures de la catégorie verte. Les mesures de la catégorie bleue devaient être regroupées avec celles relevant de la catégorie orange et faire l'objet d'autres engagements de réduction. Le soutien au titre de la catégorie orange accordé par les pays développés Membres devrait être sensiblement réduit en recourant à une approche détaillée. Pour les pays développés Membres, le niveau *de minimis* devrait être abaissé et le niveau global du soutien interne, plafonné. En ce qui concernait la concurrence à l'exportation, la Chine appuyait les propositions visant à réduire sensiblement les subventions à l'exportation en vue de les éliminer, et elle réclamait un resserrement des règles relatives aux crédits à l'exportation.

11. Le représentant du Japon a indiqué qu'au regard de défis tels que la croissance démographique, les déficits alimentaires, la détérioration de l'environnement, la pauvreté et la famine, il était d'une importance cruciale d'établir des règles commerciales qui garantissaient la coexistence de divers types d'agriculture grâce à la recherche de la sécurité alimentaire et de la multifonctionnalité. Le Japon était d'avis qu'il existait des déséquilibres importants des droits et obligations entre les Membres importateurs et exportateurs. Alors que les mesures à la frontière touchant les importations avaient été tarifées et qu'il était donné effet à l'octroi de possibilités d'accès minimales, les disciplines régissant les exportations, notamment celles applicables aux subventions et aux crédits à l'exportation, étaient loin d'être suffisantes et pratiquement aucune discipline n'avait été imposée à l'application des restrictions et des taxes à l'exportation. Un nombre limité de pays Membres hautement concurrentiels avaient certes accru leurs exportations de produits agricoles, mais dans les pays Membres importateurs de produits alimentaires, dont le Japon, et de nombreux pays en développement Membres, la diminution du taux d'autosuffisance alimentaire suscitait de graves préoccupations. De l'avis du Japon, il était vital d'assurer un équilibre approprié entre les trois piliers, et de redresser les déséquilibres des droits et obligations entre les Membres importateurs et exportateurs. Il était également indispensable de prendre dûment en compte les considérations autres que d'ordre commercial et la question du traitement spécial et différencié, ainsi que le prévoyait la Déclaration ministérielle de Doha. Le Japon tenait à ce que les négociations produisent un résultat équilibré, notamment pour ce qui était de rétablir un système d'accès minimal aux marchés, d'assujettir le soutien interne à des disciplines permettant aux Membres de faciliter la poursuite de la réforme de

leurs politiques agricoles et de soumettre à des disciplines plus rigoureuses la concurrence à l'exportation, y compris les restrictions et les taxes à l'exportation. Le Japon a également fait observer que les Accords du Cycle d'Uruguay renfermaient à certains égards des dispositions injustes et inéquitables, telles que le traitement exceptionnel accordé à certains Membres sur la base de la Loi Jones, que le Japon avait soulevé au Conseil général. Le Japon a répété que tous les domaines couverts par le cycle de négociations en cours, dont l'agriculture, devaient être abordés de manière globale, afin de veiller à réaliser un équilibre entre eux.

12. Le représentant de l'Inde avait confiance que les contributions au processus de négociation seraient prises en compte dans la note récapitulative du Président et dans les modalités. Il a souligné l'importance des mesures SPS qui faisaient obstacle à l'accès des produits des pays en développement aux marchés des pays développés. L'Inde était consciente des problèmes que connaissaient les importations en provenance des pays les moins avancés (PMA). Ses importations de produits originaires des PMA représentaient 2,1 pour cent de ses importations totales, comparativement à tout juste 0,2 pour cent et 0,6 pour cent dans de nombreux pays avancés selon les données rendues disponibles par le FMI, la Banque mondiale et le Secrétariat de l'OMC. Le représentant de l'Inde a remis en question le bien-fondé des réductions tarifaires alors que les subventions, les crédits et les mesures SPS que maintenaient les pays développés restreignaient l'accès qu'ils accordaient à leurs marchés. L'Inde ne pouvait se satisfaire de négociations portant sur les trois piliers à moins que ne soit accordé un véritable accès aux marchés. Il a instamment demandé que les mesures SPS que les pays développés imposaient aux exportations en provenance des pays en développement fassent partie des modalités des négociations sur l'agriculture.

13. Le représentant du Bangladesh a souligné que la croissance économique de son pays était fortement tributaire du secteur de l'agriculture. Alors que la mesure globale du soutien (MGS) dans les pays développés ne cessait d'augmenter, des PMA tels que le Bangladesh ne pouvaient pas accorder un soutien approprié à l'agriculture à cause de leurs ressources financières limitées et du cadre que leur imposaient les institutions multilatérales. L'article 7:2 b) de l'Accord sur l'agriculture permettait aux pays qui accordaient des subventions de maintenir 80 pour cent de leur MGS de base, alors qu'il interdisait aux pays à faible revenu de dépasser le niveau *de minimis* de 10 pour cent. Cette disposition rendait l'accord sur l'agriculture discriminatoire. Le représentant du Bangladesh a fait ressortir les propositions générales de son pays. Concernant le soutien interne, il devrait être permis aux pays les moins avancés d'accorder un soutien interne, y compris des subventions, un soutien des prix et des incitations en espèces à leur agriculture. Les dispositions figurant au paragraphe 13 de l'Annexe 2 devraient être révisées afin de permettre aux PMA d'accorder une plus grande aide aux agriculteurs de toutes les régions qui avaient de faibles revenus et étaient dotés de ressources limitées, conformément à leurs stratégies de réduction de la pauvreté. Une catégorie développement devrait être incluse dans la catégorie verte afin d'offrir une flexibilité additionnelle aux PMA. Les dispositions de l'article 6:2 concernant les subventions à l'investissement et aux intrants devraient être maintenues. Le soutien par produit accordé aux agriculteurs qui avaient de faibles revenus et étaient dotés de ressources limitées devrait être exclu des calculs de la MGS. L'inflation et la dépréciation monétaire dans les pays en développement devraient être prises en compte dans le calcul de la MGS. Lorsque, dans le calcul de leur MGS, il était constaté que les prix de soutien interne étaient inférieurs aux prix de référence, ce qui indiquait un soutien par produit négatif, il devrait être permis aux PMA d'accroître leur soutien autre que par produit d'un montant équivalent. Étant donné que de nombreux PMA avaient une MGS par produit négative, ces pays devraient bénéficier d'un crédit approprié, sous la forme d'une exclusion des dépenses spécifiques en matière de sécurité alimentaire des calculs de la MGS. Les pays développés devraient éliminer toutes les mesures de soutien interne de leur secteur agricole qui avaient des effets de distorsion des échanges. La classification actuelle du soutien interne était compliquée et biaisée. Il faudrait simplifier les disciplines en matière de soutien interne pour les ramener à deux catégories: le soutien exempté, tel que défini par une liste de mesures fondées sur des critères qui avaient des effets de distorsion minimes sur les échanges, et le soutien non exempté qui serait soumis à des engagements de réduction. L'application de l'article 6:4 a) i) et ii) devrait être

suspendue jusqu'à ce que les niveaux de soutien interne de tous les Membres tombent au niveau *de minimis*. Le soutien accordé par les pays en développement pour des considérations autres que d'ordre commercial devrait être exclu du calcul de la MGS, même s'il relevait des mesures de la catégorie orange ou verte.

14. Le représentant du Bangladesh a souligné l'importance du traitement spécial et différencié dans les négociations sur l'agriculture en raison des préoccupations liées à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance. Pour les PMA et les pays en développement, les inconvénients causés par les accords en vigueur l'emportaient sur les avantages que leur procurait le traitement spécial et différencié. Il fallait incorporer aux accords futurs des dispositions plus spécifiques relatives à la nature, la portée et la substance de leurs engagements. La Déclaration de Doha prescrivait qu'il fallait tenir compte des besoins spéciaux des pays en développement et pays les moins avancés, y compris au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui était des engagements de réduction, conformément aux dispositions pertinentes de l'article XXVIII *bis* du GATT. L'article XXVIII:4 d) du GATT de 1994 reconnaissait le besoin, pour les pays les moins avancés, de recourir avec plus de souplesse à la protection tarifaire en vue de faciliter leur développement économique et pour des fins fiscales. Les PMA devraient pouvoir se prévaloir des sauvegardes spéciales à l'égard de tous les produits agricoles ne faisant plus l'objet de restrictions quantitatives. Les dispositions de l'Accord sur l'agriculture relatives aux subventions à l'exportation étaient asymétriques, car elles permettaient aux pays développés de recourir à des niveaux élevés de subventionnement, alors que des petits pays, tels que le Bangladesh, ne disposaient pas de ressources financières suffisantes pour utiliser les subventions à l'exportation comme instrument de développement des marchés. Le Bangladesh demandait donc que l'utilisation des subventions à l'exportation par les pays développés soit soumise à des disciplines plus rigoureuses. Les pays développés appliquaient des mesures SPS et OTC plus rigoureuses que nécessaire, en particulier eu égard au statut de PMA du Bangladesh. Comme de nombreux petits exportateurs des PMA continuaient de faire l'objet de harcèlement commercial, les pays développés devraient s'abstenir d'appliquer des mesures SPS et OTC sur les exportations des PMA. Sachant que les 49 PMA étaient tous des importateurs nets de produits alimentaires, la sécurité alimentaire était une préoccupation. Toute négociation sur l'agriculture portant sur les trois piliers devrait prendre en compte les besoins des PMA en matière de sécurité alimentaire.

15. Le représentant du Kenya a rappelé les objectifs du Programme de Doha pour le développement, dont le traitement spécial et différencié pour les pays en développement qui devait faire partie intégrante des négociations. L'aboutissement du Programme de Doha pour le développement dépendait de sa capacité d'améliorer l'accès aux marchés, en particulier pour les produits présentant un intérêt pour les pays en développement, ainsi que de la réduction du soutien interne et des subventions à l'exportation en vue de les éliminer. Le Kenya a réaffirmé sa position selon laquelle les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires devraient avoir accès à des mesures appropriées permettant d'éviter tout effet négatif sur leurs économies. Les pays en développement avaient largement participé au processus de négociation. Ils avaient apporté des contributions utiles sous forme de propositions globales et détaillées, ainsi que de modalités de négociation. Le Kenya espérait que la note récapitulative du Président serait équilibrée et qu'elle prendrait en compte les préoccupations et les intérêts de tous les Membres.

16. Le représentant de Maurice a rappelé les contributions apportées aux négociations, qui avaient cherché à concilier non seulement les préoccupations de son pays, mais également celles des autres Membres. La plupart des communications qui avaient été présentées soit individuellement soit conjointement avec d'autres pays avaient été examinées à la session extraordinaire informelle, à l'exception de deux documents: Maurice avait présenté une communication qui traitait des trois grands éléments de la sécurité alimentaire, à savoir la production alimentaire, les moyens d'approvisionnement en denrées alimentaires, ainsi que le coût d'approvisionnement, et le rôle joué par les subventions et les crédits à l'exportation pour ce qui était d'accroître la capacité d'approvisionnement en denrées alimentaires. Par ailleurs, le Groupe africain avait présenté une

communication qui montrait l'importance que revêtait l'octroi de préférences significatives et contraignantes. Maurice proposait qu'il soit rendu compte d'un certain nombre de préoccupations dans la note récapitulative et dans les modalités. Les résultats des négociations sur l'agriculture et du programme de travail de Doha devaient être équilibrés et équitables, ce qui voulait obligatoirement dire qu'il fallait répondre de manière significative aux considérations commerciales et autres que d'ordre commercial des pays vulnérables, ainsi qu'à toute incidence négative des négociations sur ces pays. Les pays vulnérables comprenaient les PMA, les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, les petits pays en développement insulaires, les pays sans littoral et les pays exportant un seul produit. En raison des contraintes qui leur étaient propres et de leurs possibilités limitées de diversification, ces pays dépendaient fortement de la prévisibilité et de la sécurité des préférences. En outre, ces contraintes empêchaient tout pays vulnérable de rivaliser avec les grands pays exportateurs de nombreux produits. Les ressources budgétaires que les pays vulnérables pouvaient consacrer à l'agriculture étaient limitées; c'était par conséquent, les recettes d'exportation stables que garantissaient les préférences qui permettaient d'obtenir les fonds nécessaires à l'atteinte partielle des grands objectifs de développement. L'approvisionnement en denrées alimentaires dépendait fortement des recettes tirées des exportations préférentielles. Les préoccupations des pays vulnérables devaient être prises en compte dans leurs propres listes et dans celles des pays développés qui leur accordaient des préférences. Maurice a indiqué que les moyens de répondre à ses propres préoccupations consistaient notamment à appliquer la méthode et la formule du Cycle d'Uruguay aux trois piliers. Les modalités du Cycle d'Uruguay étaient le fruit d'une négociation approfondie et elles s'étaient avérées utiles pour répondre aux préoccupations de tous les Membres. Les Membres ne devaient pas chercher à utiliser une approche qui répondait aux intérêts d'un très petit nombre de participants. Par ailleurs, des mesures appropriées devaient être prises à l'égard des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des pays en développement. Il fallait que le traitement spécial et différencié soit significatif et différencié, et qu'en particulier il tienne compte des préoccupations des pays vulnérables. Il fallait aussi répondre aux considérations autres que d'ordre commercial. Maurice reconnaissait la nécessité de rapprocher les positions et de trouver des solutions raisonnables.

17. La représentante de la Suisse a dit qu'à son avis, il fallait progresser dans les négociations sur la base des éléments permettant un rapprochement des positions. Elle a indiqué qu'en ce qui concernait la concurrence à l'exportation, on s'entendait généralement pour dire que les nouvelles disciplines devaient s'appliquer aux crédits à l'exportation. Les préoccupations exprimées par les pays importateurs nets de produits alimentaires devaient être prises en considération, et en particulier les effets négatifs que pouvait avoir le fait de soumettre les subventions et les crédits à l'exportation à des disciplines et de les réduire considérablement. La Suisse était prête à aller dans ce sens, mais ses considérations autres que d'ordre commercial devaient être prises en compte. S'agissant du soutien interne, de l'avis de la Suisse, on s'entendait pour dire qu'il fallait maintenir la substance de la catégorie verte, même s'il pouvait s'avérer nécessaire d'y apporter certains ajustements. La Suisse était disposée à engager des discussions sur une catégorie développement sur la base des questions qu'elle avait posées au début de l'année. Pour ce qui était de l'accès aux marchés, la Suisse a rappelé que le Cycle d'Uruguay avait donné lieu à une tarification englobant des considérations autres que d'ordre commercial qui avait résulté en des crêtes tarifaires. La Suisse était prête à se pencher sur cette question dans les négociations, mais les considérations autres que d'ordre commercial et le traitement spécial et différencié devaient aussi être couverts, ce qui était impossible si l'on retenait une formule suisse qui s'appliquerait à tous les Membres. La formule suisse n'avait jamais été utilisée dans les domaines sensibles. En outre, les Membres devaient concentrer leur attention sur les possibilités offertes aux exportateurs dans les pays en développement et en transition. Or, cela n'était pas possible avec la formule suisse, qui réduirait les marges de préférence dont bénéficiaient actuellement ces exportateurs. Les Ministres s'attendaient à des résultats rapides; les discussions sur l'accès aux marchés devaient donc être fondées sur la structure bien connue du Cycle d'Uruguay. Une fois qu'il aurait été convenu des paramètres fondamentaux du processus de réforme, la Suisse serait en mesure de proposer des chiffres précis pour les engagements de réduction. Ces paramètres

devaient prendre en compte les considérations autres que d'ordre commercial, y compris l'information des consommateurs et l'étiquetage, l'extension de la protection des indications géographiques, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et le principe de précaution. Les autres organes de l'OMC devaient réaliser des progrès dans ces domaines pour que la Suisse puisse continuer de s'engager dans les négociations sur l'agriculture.

18. Le représentant de l'Afrique du Sud a indiqué que l'expérience de la réforme avait montré le lien qui existait entre le soutien ayant des effets de distorsion des échanges et de la production, et les subventions à l'exportation, d'une part, et l'accès aux marchés, d'autre part. Un nombre croissant de pays partageaient cette perception du lien existant entre les différents piliers, lequel devrait être pris en compte dans les modalités. Les pays en développement avaient présenté un certain nombre de propositions concernant le traitement spécial et différencié. Bien qu'elle souscrivait à bon nombre de ces propositions, l'Afrique du Sud tenait à préciser que le traitement spécial et différencié ne serait efficace que s'il s'accompagnait de véritables changements structurels dans les pays en développement et que si ces derniers étaient en mesure de développer leur secteur agricole et de participer sur un pied d'égalité au commerce mondial. L'agriculture était l'épine dorsale des économies africaines. L'Afrique du Sud était résolue à contribuer au relèvement de l'Afrique ainsi que l'indiquait le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique où l'agriculture jouait un rôle de premier plan. À long terme, l'incidence sur la pauvreté serait beaucoup plus prononcée s'il était permis aux producteurs des pays en développement d'exploiter leurs avantages comparatifs pour produire et exporter des produits agricoles à des prix internationaux normaux et non bloqués.

19. Le représentant de la Norvège a dit qu'il faudrait accorder à chaque Membre, selon des règles convenues d'un commun accord, la flexibilité voulue afin de stimuler la production agricole nécessaire pour répondre aux considérations intérieures autres que d'ordre commercial, en fonction des conditions de production existant dans le pays et des objectifs de sa politique. Par conséquent, il fallait que les dispositions visant à garantir la coexistence de divers types d'agriculture dans les pays et régions, y compris dans les zones défavorisées sur le plan des conditions de production, fassent partie intégrante du résultat. C'était aussi sur cette base que la Norvège présentait ses propositions concernant les modalités. Les négociations sur l'accès aux marchés devaient prendre en compte tous les intérêts légitimes, y compris les besoins spéciaux des pays en développement. La proposition de libellé spécifique de la Norvège reposait donc sur l'approche du Cycle d'Uruguay et renfermait des propositions sur le traitement spécial et différencié pour les pays en développement. Sous réserve qu'il soit dûment tenu compte de ses besoins dans les domaines de l'accès aux marchés et du soutien interne, la Norvège était prête à faire preuve d'une plus grande flexibilité dans le domaine de la concurrence à l'exportation. Les négociations ne pourraient aboutir qu'à condition de reconnaître que tous les Membres avaient des intérêts légitimes qu'il fallait dûment prendre en compte dans les négociations.

20. Le représentant du Honduras a rappelé les contributions faites par plusieurs pays en développement à la réunion informelle, qui avaient été présentées par le Pakistan, la République dominicaine et Sri Lanka.

21. Le représentant de la République dominicaine, au nom également du Honduras et du Nicaragua, a présenté une proposition informelle concernant une réforme globale dans les domaines de l'accès aux marchés, du soutien interne et de la concurrence à l'exportation, qui prévoyait un traitement spécial et différencié pour les pays en développement.² De l'avis des auteurs de la proposition, les trois piliers étaient liés, et les concessions dans le domaine de l'accès aux marchés dépendraient de l'ampleur des réductions du soutien interne ayant des effets de distorsion des

² Cette contribution a été présentée à la session extraordinaire informelle par la République dominicaine, le Honduras, le Nicaragua, le Nigéria, le Pakistan, Sri Lanka et le Venezuela.

échanges et de l'élimination des subventions à l'exportation. Les auteurs avaient fait preuve de flexibilité en déposant leur proposition, et ils avaient pris en compte les consultations informelles tenues avec les autres Membres en vue de parvenir à une entente. Ils espéraient que les autres Membres se montreraient eux aussi flexibles et qu'ils tiendraient compte des préoccupations et des intérêts des pays en développement. L'élément principal du traitement spécial et différencié proposé dans le domaine de l'accès aux marchés était l'établissement d'une liste négative de produits qui devaient être exclus des engagements de réduction. Ces produits seraient notifiés par les pays en développement sur la base de leurs besoins en matière de sécurité alimentaire, de développement rural, d'emploi et de réduction de la pauvreté. En ce qui concernait la méthode de réduction des tarifs, les pays présentant la proposition étaient favorables à l'approche du Cycle d'Uruguay. Ils avaient déjà modifié leur proposition et étaient passés d'une liste positive de produits devant être inclus dans les engagements à une liste négative, de sorte qu'ils avaient besoin d'une certaine flexibilité pour que soient réduits les tarifs applicables aux produits qui n'étaient pas inclus dans cette liste négative. Pour ce qui était des crêtes tarifaires, ils proposaient que pendant les trois premières années de la période de mise en œuvre, les pays développés ramènent tous leurs tarifs à un taux de 50 pour cent *ad valorem*. Par la suite, l'approche du Cycle d'Uruguay pourrait être appliquée, avec une réduction moyenne de 50 pour cent et une réduction minimale de 20 pour cent par ligne tarifaire. Les pays en développement appliqueraient une réduction moyenne de 25 pour cent et une réduction minimale de 10 pour cent par ligne tarifaire. Tous les tarifs autres qu'*ad valorem* seraient exprimés en équivalents *ad valorem*, le mécanisme de calcul restant à établir. La période de mise en œuvre devrait s'étendre sur six années dans le cas des pays développés, des réductions annuelles égales devant être effectuées à compter de 2005. Pour les pays en développement, elle s'étendrait sur dix ans à compter de 2008, soit l'année au cours de laquelle serait conclu l'exercice d'harmonisation pour les pays développés.

22. Concernant le soutien interne, le groupe de pays en développement a proposé d'éliminer la catégorie bleue et de ramener la catégorie orange à zéro sur une période de six ans débutant en 2005. Les engagements devraient être pris par produit. Afin d'apporter des changements substantiels à la catégorie verte, il était proposé d'abroger les paragraphes 5, 6, 7 et 11 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture et d'autoriser les paiements prévus au titre des paragraphes 9 et 10 pour une période limitée uniquement. Enfin, le soutien accordé au titre de la catégorie verte devrait être limité à 10 pour cent de la valeur de la production agricole totale. Pour ce qui était de la concurrence à l'exportation, le groupe de pays proposait l'élimination complète, en versements annuels égaux, des subventions à l'exportation sur une période de six ans débutant en 2005. Les pays en développement devraient bénéficier de la même flexibilité que celle prévue au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires pendant la plus longue d'une période de dix ans ou de la période durant laquelle les pays développés continueraient de verser des subventions à l'exportation.

23. Le représentant du Pakistan a répété que son pays souscrivait à l'article 20 et aux paragraphes 13 et 14 de la Déclaration de Doha concernant la mise en œuvre d'un programme de réforme fondamentale et la correction des distorsions touchant les marchés agricoles. La Déclaration de Doha engageait les Membres à faire du traitement spécial et différencié une partie intégrante des négociations et à l'incorporer dans les Listes de concessions et dans les engagements. La proposition déposée par un groupe de pays en développement était le fruit de mûres réflexions et d'un examen détaillé des communications des autres Membres et de leurs réactions pendant les négociations en cours.³ Le Pakistan a mis en évidence les effets dommageables des politiques agricoles des pays développés sur les marchés agricoles. À cause du lien étroit existant entre les trois piliers, la

³ La proposition concernant une réforme globale dans les domaines de l'accès aux marchés, du soutien interne et de la concurrence à l'exportation qui prévoyait un traitement spécial et différencié pour les pays en développement a été présentée à la session extraordinaire informelle par la République dominicaine, le Honduras, le Nicaragua, le Nigéria, le Pakistan, Sri Lanka et le Venezuela. Cette proposition a aussi été présentée par la République dominicaine.

proposition maintenait que la libéralisation des échanges dans le domaine de l'accès aux marchés ne devrait se faire qu'à condition que des réformes majeures soient réalisées dans les domaines du soutien interne et de la concurrence à l'exportation. La proposition concernant les modalités faisait fond sur la contribution des pays en développement au processus de négociation, notamment sur les propositions prévoyant la création d'une catégorie développement, mais elle envisageait aussi l'octroi d'un véritable traitement spécial et différencié afin de résoudre les problèmes que posait l'Accord sur l'agriculture en vigueur aux pays en développement. Concernant l'accès aux marchés, le groupe de pays en développement se ralliait à l'idée de viser l'ensemble des produits, mais il tenait à obtenir la flexibilité nécessaire pour exempter des engagements de réduction certains produits agricoles pour des considérations liées à la sécurité alimentaire, au développement rural, à la réduction de la pauvreté et à l'emploi rural. Dans les pays développés, aucune ligne tarifaire ne devrait être passible d'un tarif supérieur au taux de 50 pour cent *ad valorem* à la fin d'une période de mise en œuvre de trois ans. Le Pakistan espérait que le Président intégrerait des éléments de cette proposition dans la note récapitulative qu'il devait établir d'ici au 18 décembre 2002.

24. Le représentant de Sri Lanka a présenté une proposition concernant un mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement.⁴ Les auteurs de la proposition n'étaient pas favorables au maintien de la sauvegarde spéciale existante prévue au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. Ce groupe de pays proposait plutôt une procédure relativement simple qui n'entraînait pas un processus long et coûteux. Le principal objectif de ce mécanisme de sauvegarde spéciale était de donner aux pays en développement Membres un instrument leur permettant de protéger leurs agriculteurs pauvres contre les effets dommageables des fluctuations temporaires des prix et des quantités des importations de cultures essentielles et d'autres cultures qui étaient sensibles des points de vue de la sécurité alimentaire et du développement rural. Aux termes des disciplines actuelles de l'OMC, les tarifs étaient la seule mesure à la frontière que pouvaient appliquer la plupart des pays en développement; mais seuls quelques pays en développement étaient en mesure de se prévaloir de la SGS actuelle. Bien que les Accords de l'OMC prévoyaient le recours à divers autres mécanismes de défense commerciale au titre de l'Accord sur les sauvegardes, de l'Accord antidumping, et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, rares étaient les pays en développement qui possédaient les capacités juridiques et institutionnelles nécessaires pour s'en prévaloir. À défaut d'un mécanisme de défense efficace et simple, les pays en développement s'étaient montrés peu disposés à abaisser leurs tarifs consolidés car ils estimaient que l'écart existant actuellement entre les taux consolidés et appliqués leur offrait la flexibilité nécessaire pour adapter leurs mesures à la frontière aux fluctuations des marchés mondiaux. Si les pays en développement avaient à leur disposition un instrument de sauvegarde agricole bien conçu, ils seraient incités à prendre des engagements en matière d'accès aux marchés pendant les négociations commerciales en cours.

25. Sri Lanka a indiqué que le mécanisme proposé pourrait être invoqué dans des conditions exceptionnelles, sans qu'il soit nécessaire d'apporter la preuve de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par une poussée des importations. Les mesures prises seraient d'un caractère temporaire et le mécanisme administratif serait relativement simple. Le mécanisme proposé serait mis à la disposition de tous les pays en développement et ne nécessiterait pas de modifications de la législation nationale. Les mesures devraient s'appliquer sur une base non discriminatoire à toutes les importations de toutes provenances à l'exception des produits originaires d'un pays en développement Membre, tant que la part de ce Membre dans les importations du produit considéré du Membre importateur ne dépasserait pas 3 pour cent et que les pays en développement Membres dont la part dans les importations serait inférieure à 3 pour cent ne contribueraient pas collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations totales du produit considéré (article 9:1 de

⁴ La proposition informelle concernant un mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement a été présentée aux participants à la session extraordinaire informelle par Cuba, la République dominicaine, la Grenade, le Honduras, le Nicaragua, le Nigéria, le Pakistan, Sri Lanka et le Venezuela.

l'Accord sur les sauvegardes). Pour ce qui était du mécanisme de déclenchement, Sri Lanka a indiqué qu'il serait similaire à celui de la SGS actuelle, et qu'il comprendrait des seuils de déclenchement fondés sur les prix et sur les volumes. Le seuil de déclenchement fondé sur le volume serait invoqué lorsque les augmentations du niveau des importations sur une année représenteraient un certain pourcentage du niveau moyen des importations des trois années précédentes. Le seuil de déclenchement fondé sur les prix s'appliquerait sur la base des expéditions et serait invoqué lorsque le prix c.a.f. à l'importation tomberait au-dessous du prix de déclenchement, lequel serait égal à la valeur unitaire c.a.f. moyenne du produit considéré au cours des trois années précédentes ou au prix intérieur moyen des trois années précédentes ajusté pour tenir compte de l'inflation pour le produit considéré. Afin d'aider les pays en développement et les PMA à surmonter toute difficulté, une assistance technique devrait leur être fournie pour définir les seuils de déclenchement dans leurs listes.

26. La proposition présentée par Sri Lanka décrivait deux types de mesures de sauvegarde qui prenaient la forme soit d'un droit *ad valorem* soit d'une restriction quantitative. La méthode proposée pour le calcul du volume des restrictions quantitatives était fondée sur le niveau moyen des importations des trois années précédentes. Selon la même méthode que dans l'Accord sur les sauvegardes, le volume des importations du produit considéré soumis à des restrictions quantitatives ne devrait pas tomber au-dessous du niveau moyen des importations des trois années précédentes. Le montant du droit additionnel devant être perçu serait déterminé par la différence entre le prix à l'importation et le prix de déclenchement. Il ne devrait en aucun cas dépasser un niveau devant être déterminé pendant les négociations. L'expérience avait montré que le droit additionnel maximal qui pouvait être perçu au titre de la clause de sauvegarde spéciale existante représentait 165 pour cent du niveau du tarif appliqué. Le groupe a proposé de prendre le même niveau comme seuil maximal du mécanisme proposé. Ce droit additionnel devrait toutefois représenter un pourcentage du taux consolidé plutôt que le taux de droit appliqué pour le produit considéré. Tout droit additionnel ou restriction quantitative imposé au titre du mécanisme proposé devrait être maintenu pour une période d'une année à compter de la date d'imposition de la mesure. À la fin de cette période, une nouvelle SGS pourrait être invoquée, si les conditions ayant conduit à l'imposition de la mesure continuaient d'exister.

27. Concernant la compensation et la rétorsion, Sri Lanka a dit qu'au titre de l'Accord sur les sauvegardes en vigueur, les pays en développement qui appliquaient des mesures de sauvegarde n'étaient pas tenus de verser une compensation pour les pertes commerciales subies par le Membre exportateur. En outre, le droit de suspension des concessions, dont il était question au paragraphe 3 de l'article 8 de l'Accord sur les sauvegardes, ne devrait pas être exercé pendant les trois premières années, à condition que la mesure de sauvegarde ait été prise par suite d'un accroissement des importations en termes absolus. Le groupe de pays auteurs de la proposition a suggéré que les pays en développement conservent cette flexibilité dans le cadre du mécanisme proposé. Pour ce qui était de la proposition informelle concernant les mesures compensatoires spéciales et différenciées présentée par l'Argentine et d'autres pays, Sri Lanka a indiqué qu'elle cherchait à plafonner les importations en provenance de pays développés qui accordaient un soutien ayant des effets de distorsion des échanges. Les auteurs de cette proposition faisaient valoir qu'une sauvegarde appliquée sur une plus grande échelle pénaliserait les exportateurs qui ne versaient pas de subventions et qu'un tel mécanisme devrait avoir pour objet de neutraliser les distorsions causées par des exportations à bas prix et subventionnées. Bien que les objectifs des deux propositions pouvaient se chevaucher, des importations à prix anormalement bas risquaient d'avoir la même incidence sur les agriculteurs pauvres, qu'elles proviennent ou non d'un pays qui subventionnait sa production et ses exportations. Il était donc clairement justifié d'établir une mesure de sauvegarde qui s'appliquerait sur une plus grande échelle que la mesure compensatoire proposée par l'Argentine et d'autres pays. Sri Lanka demandait au Président d'organiser des réunions techniques pour examiner plus avant cette proposition.

28. Le représentant de l'Australie a dit qu'une tâche énorme attendait le Président qui devrait chercher à élaborer des modalités. Il était essentiel de respecter l'échéance de mars 2003, sinon il

serait impossible de conclure les négociations d'ici à la fin de 2005, ainsi qu'en étaient convenus les Ministres. Il n'était pas utile que les délégations aient fait de grandes déclarations générales à la réunion en cours, qui était la dernière de l'année. La note récapitulative du Président ne devrait pas se ramener à une synthèse des discussions, mais elle devrait aller bien au-delà. Le Groupe de Cairns, qui représentait une infime partie des Membres de l'OMC, avait déposé des propositions spécifiques qui répondaient aux ambitions du mandat de Doha. À défaut d'autres propositions, la note récapitulative devrait prendre en compte les propositions spécifiques avancées par les délégations qui étaient conformes au mandat dont étaient convenus les Ministres. Il ne serait pas compatible avec ce mandat de reprendre les modalités du Cycle d'Uruguay.

29. Le représentant du Brésil regrettait qu'il n'y ait pas assez de propositions spécifiques comportant des chiffres, alors que la note récapitulative devait être présentée dans un mois. Le Groupe de Cairns avait apporté une contribution claire, complète et spécifique, dont les ambitions étaient à la hauteur de celles de la Déclaration de Doha. Le Brésil croyait savoir que cette proposition ne faisait pas l'unanimité, mais il a précisé qu'il ne faudrait pas l'écarter tant que l'on n'aurait pas une formulation aussi bien articulée indiquant jusqu'où les autres partenaires commerciaux étaient disposés à se rendre. Il ne faudrait pas prendre à la légère le refus de s'engager. De l'avis du Brésil, la note récapitulative devrait mettre l'accent sur les contributions qui étaient conformes à l'ambitieux mandat de Doha. Le Brésil avait relevé avec inquiétude le manque de spécificité des déclarations des Membres à la session extraordinaire de novembre, et il avait constaté que, par certains aspects, quelques propositions allaient à l'encontre du mandat confié par les Ministres. Dans le domaine de l'accès aux marchés, certaines délégations se cramponnaient à la formule du Cycle d'Uruguay qu'elles jugeaient être la meilleure approche, mais elles n'indiquaient pas quels étaient les chiffres qu'elles envisageaient. Le débat sur les formules de réduction perdait considérablement de sa substance en l'absence d'un point de repère permettant de comparer l'incidence des différentes propositions sur les structures tarifaires. Le Brésil relevait que de nombreux pays avaient demandé une certaine flexibilité. De l'avis du Brésil, il fallait s'attendre à ce que ce soit ceux qui avaient le plus bénéficié de l'inégalité des règles du jeu dans l'agriculture qui fassent preuve de flexibilité. Le seul moyen de corriger efficacement les déséquilibres existants serait de ne pas recourir à la formule du Cycle d'Uruguay car celle-ci favoriserait le maintien de tarifs élevés et la progressivité des tarifs. Le Brésil a indiqué que les demandes de flexibilité présentées par les pays développés différaient grandement de celles émanant des pays en développement. Les pays développés s'appuyaient sur une série d'instruments pour protéger leurs agriculteurs et sur un filet de sécurité sociale qui n'était pas encore en place dans les pays en développement. Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié faisaient donc partie intégrante des négociations. Mais c'était une toute autre chose que de demander des formules de réduction prévoyant l'octroi de flexibilités pour des produits dits "sensibles". Le Brésil ne croyait pas qu'il faudrait retarder l'avancement de l'ensemble du processus de réforme du secteur de l'agriculture à cause de quelques domaines. C'était justement les secteurs qui avaient été épargnés et avec lesquels il avait fallu composer jusqu'à présent qui devraient faire d'importantes contributions. Il était faux de prétendre que certains produits sensibles, soumis à de fortes fluctuations des prix, devraient bénéficier d'une protection accrue, puisque les produits qui connaissaient les plus grandes variations de prix étaient justement ceux qui étaient protégés par des tarifs élevés et d'autres restrictions. Il fallait traiter des situations particulières à l'aide d'instruments ciblés pour éviter qu'elles ne nuisent au débat sur les disciplines globales. S'agissant de la concurrence à l'exportation, le Groupe de Cairns avait présenté une ambitieuse proposition. Avec l'Argentine, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay, le Brésil avait fait distribuer une contribution technique concernant les crédits à l'exportation qui traitait des taux d'intérêt, et il espérait qu'il serait tenu compte de cette communication. Le Brésil se félicitait des nombreuses contributions concernant les crédits à l'exportation et il avait confiance que le consensus ne tarderait pas à se faire sur les moyens de traiter de cette question. Le Brésil espérait que les progrès réalisés dans ce domaine pourraient s'étendre rapidement aux autres piliers.

30. Le représentant de la Pologne a dit qu'un futur accord devrait fournir un solide cadre juridique pour la poursuite du processus de réforme et la protection de l'existence des divers types d'agriculture dans les pays développés et les pays en développement. De l'avis de la Pologne, le meilleur moyen de parvenir à ce résultat était d'adopter la formule du Cycle d'Uruguay pour les engagements futurs. Il faudrait ménager aux Membres qui ouvraient leurs marchés la possibilité de répondre à leurs préoccupations, y compris aux considérations autres que d'ordre commercial. La Pologne espérait que la note récapitulative du Président serait aussi précise et neutre que ses comptes rendus des réunions informelles, et qu'elle ne tiendrait pas uniquement compte des positions des principaux acteurs.

31. De l'avis des Communautés européennes, la note récapitulative devrait rendre compte de toutes les positions. Il restait beaucoup de travaux techniques à effectuer, et des consultations techniques seraient utiles, par exemple sur les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire, les entreprises commerciales d'État, les contingents tarifaires, la sauvegarde spéciale et les préoccupations autres que d'ordre commercial, telles que le principe de précaution en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, d'information des consommateurs, d'étiquetage et d'indications géographiques. Selon les Communautés européennes, la formule du Cycle d'Uruguay avait bien fonctionné et elle fournissait un cadre satisfaisant pour la poursuite du processus de réforme.

32. Le représentant du Chili a dit que Maurice avait insisté sur la nécessité d'obtenir des résultats équilibrés. D'après le Chili, on pouvait trouver l'équilibre dans le mandat de négociation. Il ne serait pas équilibré de reprendre l'approche du Cycle d'Uruguay, qui serait aussi insuffisante pour assurer l'équité. Pour répondre à ceux qui faisaient valoir qu'il importait de maintenir les préférences tarifaires, le Chili a dit que de nombreux pays bénéficiaient de préférences à l'égard de différents produits. Si toutes les préférences étaient maintenues, rien ne serait négocié. Les négociations devaient demeurer fidèles au mandat, et accorder la priorité aux propositions qui éliminaient les distorsions tout en écartant les propositions qui prévoyaient le maintien des distorsions ou l'introduction de nouvelles restrictions. Les négociations devaient aussi porter sur l'amélioration du traitement spécial et différencié, de sorte que les pays développés devaient offrir un plus grand accès à leurs marchés. Les pays développés devaient respecter les règles qu'ils avaient imposées à toutes les autres activités économiques. Le mandat de Doha n'englobait pas la négociation des considérations autres que d'ordre commercial. Les considérations autres que d'ordre commercial du Chili étaient l'élimination de l'extrême pauvreté. Le Chili était prêt à examiner d'autres propositions conformes au mandat, mais s'il n'y en avait pas, il faudrait imputer à d'autres l'échec du cycle de négociations en cours.

33. Le représentant des États-Unis a rappelé les propositions faites par son pays sur chacune des questions visées par les négociations. Les États-Unis comptaient coopérer avec les autres Membres qui avaient manifesté un intérêt particulier pour la réforme. Certains autres pays n'avaient pas présenté de propositions spécifiques ou s'étaient simplement posés en demandeurs sans proposer une réforme substantielle de leurs propres mesures commerciales agricoles. En conséquence, les travaux des États-Unis se concentreraient sur les positions spécifiques qui contribuaient à l'atteinte des objectifs fixés à Doha.

34. Le représentant de l'Uruguay souscrivait aux déclarations des autres membres du Groupe de Cairns, et en particulier à la déclaration de l'Argentine qui rendait compte de la position arrêtée par les Ministres du Groupe de Cairns à une réunion tenue en Bolivie. Selon l'Uruguay, la note récapitulative devait rendre compte des positions qui jetaient les bases des modalités liées au mandat de Doha. Les autres positions qui prenaient en compte des intérêts spéciaux devaient être écartées. L'Uruguay demandait que lors de l'établissement de la note récapitulative et des modalités, le Président ne perde pas de vue que pour faire avancer le cycle en cours, les Membres devaient chercher à obtenir des résultats équilibrés dans le contexte de l'ensemble des négociations, et pas seulement des négociations sur l'agriculture. Certaines délégations avaient cherché à écarter la formule suisse, en prétextant son

incidence sur les produits sensibles. L'Uruguay tenait à souligner que, dans le passé, la formule suisse avait été appliquée à des produits qui étaient sensibles pour les pays en développement.

35. Le représentant de la Hongrie partageait les préoccupations exprimées au sujet de l'écart qui séparait les positions des Membres, compte tenu en particulier du resserrement des échéances. La condition préalable fondamentale à l'aboutissement des négociations était de considérer les politiques de tous les Membres, au lieu d'adresser simplement des demandes. Les Membres qui reprochaient à d'autres Membres leur manque d'engagement et de spécificité étaient aussi ceux qui refusaient d'assouplir leurs positions sur des questions telles que les indications géographiques, les entreprises commerciales d'État et les taxes à l'exportation. La Hongrie demandait instamment à ces Membres de revenir sur leurs positions et de montrer qu'ils étaient disposés à participer à la poursuite du processus de réforme de l'agriculture.

36. Le représentant de l'Islande a dit qu'il préférerait poursuivre le processus de réforme dans le même cadre, c'est-à-dire un cadre qui permettait de préserver la flexibilité nécessaire pour garantir la coexistence de divers types d'agriculture. Les préoccupations de l'Islande exigeaient des réponses réalistes, et certaines propositions, bien que détaillées, ne satisfaisaient pas aux prescriptions fondamentales de l'équilibre, de l'équité et de la continuité. Au sujet des critiques relatives au manque de spécificité, l'Islande a indiqué qu'il n'y avait aucun intérêt à avancer des chiffres tant qu'il n'y avait pas consensus sur les paramètres fondamentaux du processus de réforme.

37. Le représentant de la Nouvelle-Zélande souscrivait aux déclarations des autres membres du Groupe de Cairns et il a souligné l'importance de l'échéance du 31 mars 2003. Bien qu'elle convenait que d'autres travaux techniques étaient nécessaires, la Nouvelle-Zélande n'était pas d'accord avec la liste de sujets avancés par d'autres Membres. Certaines considérations autres que d'ordre commercial concernaient l'Accord sur l'agriculture, mais pas les autres. Le mandat de Doha et l'Accord sur l'agriculture établissaient clairement sur quoi devaient porter les négociations.

38. Le représentant de la Turquie a fait valoir qu'il était important d'éliminer les subventions à l'exportation et le soutien interne qui avait des effets de distorsion des échanges dans les pays développés et de réaliser des progrès en matière d'accès aux marchés. Le traitement spécial et différencié était au cœur des négociations et il devait s'appliquer à tous les pays en développement sans qu'il soit nécessaire d'établir des sous-catégories.

39. Le représentant de la Malaisie a dit que lorsque les pays développés Membres parlaient d'équilibre dans les négociations sur l'agriculture, ils démontraient leur manque d'engagement à aller de l'avant. La Malaisie demandait instamment à ces Membres de recentrer leur attention sur le mandat de Doha au lieu de considérer des éléments qui n'étaient pas inclus dans ce mandat. Elle ne partageait pas l'avis des Membres qui réclamaient un équilibre des négociations globales; c'était dans les négociations mêmes sur l'agriculture que devait être trouvé un tel équilibre. Répondant à ceux qui faisaient valoir les besoins des pays vulnérables, la Malaisie a dit que tous les pays en développement étaient d'une manière ou d'une autre vulnérables.

40. Le représentant de Maurice a précisé qu'il préconisait des préférences tarifaires en faveur des pays vulnérables, au sens très clair du terme. S'il était vrai que chaque pays était vulnérable, certains pays l'étaient plus que d'autres, ainsi que l'avait indiqué la Bolivie lors de la session informelle.

41. Le représentant de l'Argentine a précisé que la Bolivie avait fait valoir que malgré leur vulnérabilité, certains pays avaient réalisé des progrès dans la voie de la libéralisation et qu'ils s'attendaient dorénavant à ce que les autres pays en fassent de même. De l'avis de l'Argentine, la libéralisation permettait de réduire la vulnérabilité des pays.

42. Le représentant de Sainte-Lucie a appelé l'attention sur une proposition présentée par les membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OEEO), et les difficultés qu'avaient les délégations non résidentes à Genève à participer au processus de négociation.⁵ La communication apportait d'autres détails sur des propositions antérieures et demandait l'octroi d'une flexibilité additionnelle aux pays exportant de façon permanente un seul produit. Ces petits pays n'avaient pratiquement pas de possibilités dans le processus général de libéralisation progressive et ils dépendaient fortement de l'accès préférentiel. Le mandat de Doha indiquait clairement que le traitement spécial et différencié effectif devait être incorporé dans les Listes d'engagements de manière à permettre aux pays en développement de tenir compte de leurs besoins de développement. Un véritable traitement spécial et différencié exigeait que soit opéré un certain niveau de différenciation dans le domaine de l'agriculture.

43. Concernant l'administration des contingents tarifaires, la contribution de l'OEEO proposait que toute méthode d'administration prévisible et transparente devrait faire en sorte que si un contingent tarifaire était établi pour un produit dont dépendaient des fournisseurs de petits pays en développement vulnérables et pour lequel ils bénéficiaient traditionnellement d'une admission préférentielle en franchise, ces pays se verraient attribuer des parts de contingent en franchise en fonction de leur part de marché traditionnelle. Afin de ne pas empêcher les exportateurs de produits agricoles des petits pays vulnérables d'utiliser effectivement leurs parts du contingent tarifaire ou de ne pas les priver des rentes contingentaires, des contingents et des licences ou permis d'importation pourraient, le cas échéant, être attribués aux exportateurs en question. Il devrait être dûment tenu compte des contraintes propres aux petits États fournisseurs en ce qui concernait, entre autres, les problèmes de transport, l'éloignement et la nécessité d'une prévisibilité adéquate. S'agissant des préférences, les coauteurs ont indiqué qu'étant donné leur manque de compétitivité et leur capacité limitée d'approvisionnement, ils n'étaient pas vraiment en mesure de tirer parti des nouvelles possibilités commerciales découlant de l'amélioration générale des conditions d'accès aux marchés, et qu'en outre, leur capacité de continuer d'exporter des produits agricoles dépendait souvent de l'accès non réciproque aux marchés que leur accordaient les pays développés. Ils ont proposé d'établir une clause d'antériorité pour les arrangements commerciaux préférentiels non réciproques existants entre les pays développés et les pays en développement, et d'étendre aux exportateurs de produits agricoles des petits pays en développement insulaires le dispositif dont bénéficiaient actuellement les PMA et qui leur permettait de conclure avec les pays développés des arrangements spéciaux en matière d'accès aux marchés compatibles avec les règles de l'OMC à des conditions qui n'exigeaient pas l'octroi de préférences réciproques. Les coauteurs ont rappelé que leur part en pourcentage du commerce mondial était négligeable et qu'ils n'avaient pas la capacité de fausser le fonctionnement des marchés internationaux. En tant que telles, les mesures proposées en matière de traitement spécial et différencié n'entraveraient pas le commerce mondial, elles n'auraient pas d'effets négatifs sur les échanges et leur incidence sur le commerce des autres Membres serait à peine perceptible.

POINT B: AUTRES QUESTIONS

44. Le représentant du Costa Rica a soulevé trois questions au titre de ce point de l'ordre du jour. Premièrement, le Costa Rica estimait qu'il était nécessaire d'effectuer des travaux techniques sur l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture, où étaient définis les produits agricoles. La note de bas de page qui figurait à l'Annexe précisait que les désignations de produits entre parenthèses n'étaient pas nécessairement exhaustives; il semblait que les codes tarifaires prédominaient. Ces codes étaient tirés de la version 1992 du Système harmonisé. Depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, le Système harmonisé avait été modifié à deux reprises, en 1996 et en 2002, ce qui avait entraîné des changements de codes. Par exemple, le code 3823.60 (sorbitol) n'existait plus dans les versions

⁵ Les membres de l'OEEO coauteurs de la proposition informelle sont Antigua-et-Barbuda, la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

modifiées et il avait été remplacé par le code 3824.60, dont relevait le même produit. De même, les codes 41.01 et 41.03 avaient subi des changements à l'issue de la troisième modification du Système harmonisé. Comme la version 2002 du Système harmonisé allait probablement servir de nomenclature pour le nouvel accord sur l'agriculture, le Costa Rica était d'avis qu'il était important de préciser les produits visés par le nouvel accord au titre de la nouvelle nomenclature. La session extraordinaire pourrait, s'il y avait lieu, confier ces travaux de clarification à un autre organe ou comité compétent.

45. Deuxièmement, le Costa Rica a indiqué que les Membres devaient décider de la nomenclature qui devrait être utilisée dans les nouvelles listes. Il fallait se prononcer sur cette question en étroite coordination avec le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés. Troisièmement, le Costa Rica a évoqué la nécessité d'obtenir des Membres des renseignements spécifiques sur les tarifs agricoles. Le Secrétariat avait établi à l'intention du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés un document d'information particulier sur cette question (TN/MA/S/4/Rev.1). Ce document présentait les profils tarifaires de tous les Membres, y compris les tarifs consolidés et les tarifs appliqués. Le Costa Rica jugeait que ces renseignements seraient très utiles pour les négociations sur l'agriculture, et il a demandé que le Secrétariat compile des renseignements spécifiques similaires sur les tarifs agricoles.

Date de la session extraordinaire suivante

46. Le Président a dit que la session extraordinaire informelle suivante, qui devait se tenir du 22 au 24 janvier 2003, serait consacrée à un examen global et approfondi des modalités possibles, y compris des éléments liés aux règles. Cet examen serait effectué sur la base d'une note récapitulative qu'il établirait et qui serait distribuée d'ici au 18 décembre 2002.

POINT C: RAPPORT DU PRÉSIDENT AU COMITÉ DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

47. Le Président a exposé les grandes lignes de son rapport au Comité des négociations commerciales (TN/AG/5). Le texte du rapport est joint au présent compte rendu (annexe 2).

Annexe 1

JOB(02)/196

Rapport du Président de la session extraordinaire du Comité de l'agriculture 22 novembre 2002

Conformément au programme adopté par la session extraordinaire du Comité de l'agriculture le 24 mars, le Président est tenu de faire rapport aux sessions extraordinaires formelles sur les travaux effectués pendant les sessions extraordinaires informelles (TN/AG/1).

Pour plusieurs raisons, mon résumé des discussions à la session extraordinaire informelle tenue du 18 au 20 novembre sera bien plus court que mes précédents rapports. D'abord, nous avons reçu cette semaine 27 contributions spécifiques de près d'une centaine de participants au total. Il va de soi que ce niveau d'activité ne peut pas être résumé en quelques pages à la satisfaction de tous. De fait, si je décrivais brièvement nos discussions sur tel ou tel groupe de questions, mes propos pourraient être interprétés comme privilégiant certaines questions au détriment d'autres. En outre, la session extraordinaire informelle de cette semaine portait sur plusieurs points généraux de l'ordre du jour au titre desquels des contributions spécifiques ont été présentées par de nombreux participants, lesquelles ont donné lieu à un très vaste débat qu'il est impossible de résumer en quelques mots.

Je tiens toutefois à souligner que j'ai pris bonne note de toutes les contributions spécifiques présentées, qu'il s'agisse de communications proprement dites ou de questions soulevées pendant nos discussions. Ces contributions sont utiles pour les négociations, y compris dans le contexte de la note récapitulative qui doit être distribuée aux participants pour le 18 décembre.

Contributions spécifiques additionnelles

Au titre du premier point de l'ordre du jour, intitulé "Contributions spécifiques additionnelles", un nombre considérable de communications ont été présentées, dont:

- Six contributions globales couvrant tous les domaines, ou plusieurs d'entre eux, ayant trait aux négociations sur l'agriculture, y compris le traitement spécial et différencié et, dans certains cas, les considérations autres que d'ordre commercial.
- Trois contributions traitaient expressément de questions relatives au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et contenaient des suggestions à ce sujet.
- Une contribution sur l'accès aux marchés et une autre sur le soutien interne ont été présentées, qui exposaient la situation de certains Membres ayant accédé récemment et qui contenaient des propositions spécifiques en vue de l'établissement de modalités permettant de répondre aux préoccupations de ces pays.
- Une contribution a été présentée concernant l'accès aux marchés et le soutien interne, qui contenait des suggestions quant à la façon de répondre aux préoccupations de certaines catégories de petites économies vulnérables.
- Certains aspects spécifiques de l'accès aux marchés ont été évoqués dans une proposition de libellé concernant le type de formule de réduction tarifaire et dans une

autre proposition de libellé concernant les volumes des contingents pour les produits pour lesquels la tarification a été, ou est toujours, retardée.

- Plusieurs autres contributions traitaient de questions telles qu'un mécanisme visant à garantir la sécurité alimentaire pour les pays en développement, la prévention du contournement des engagements en matière de soutien interne par les calculs de la MGS, ainsi que les liens entre les trois piliers que constituent le soutien interne, la concurrence à l'exportation et l'accès aux marchés.

Au lieu de résumer le vaste débat qui a suivi la présentation de ces contributions, je me contenterai de formuler quelques brèves observations de portée très générale.

Nombre des contributions présentées et des remarques faites au cours de la discussion ont constitué des compléments utiles aux sessions extraordinaires et aux consultations que nous avons tenues précédemment en juin et en septembre. Nous avons maintenant une idée plus précise des diverses positions. Cependant, la journée et demie consacrée à ce point de l'ordre du jour a mis en évidence les divergences qui continuent d'exister entre les participants. Beaucoup des questions soulevées étaient déjà bien connues des participants. Hormis quelques exceptions notables, rien ou presque n'indiquait un rapprochement des points de vues ni une volonté de renoncer à des positions bien établies et, à ce stade avancé, cela devrait tous nous préoccuper.

Traitement spécial et différencié dans le contexte des mesures de soutien interne

Le point de l'ordre du jour suivant était intitulé "Traitement spécial et différencié dans le contexte des mesures de soutien interne". Certaines des contributions générales ou globales déjà examinées au titre du premier point de l'ordre du jour englobant tous les aspects du traitement spécial et différencié, y compris le soutien interne, ont à nouveau été évoquées. En outre, une nouvelle contribution spécifique portant sur l'extension de la portée de l'article 6:2 a été présentée.

Il y a eu une discussion fructueuse sur les modalités spécifiques concernant les mesures auxquelles pourraient avoir accès les pays en développement. Les problèmes spéciaux rencontrés par certains groupes de pays en développement ont également été évoqués et, une fois encore, on a débattu de la question des pays qui devraient être admis à bénéficier des diverses formes de traitement spécial. Dans leurs interventions, plusieurs délégations ont présenté des idées nouvelles concernant le traitement spécial et différencié dans le contexte du soutien interne.

Mesures de sauvegarde spéciales des pays en développement à des fins de sécurité alimentaire

Pendant les discussions sur les "Mesures de sauvegarde spéciales des pays en développement à des fins de sécurité alimentaire", deux contributions spécifiques ont été présentées. La première contribution concernait une mesure compensatoire spéciale et différenciée que les pays en développement pourraient appliquer à l'importation de produits agricoles subventionnés. L'autre proposait des modalités en vue de l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde spéciale auquel les pays en développement pourraient recourir pour faire face à une poussée du volume des importations ou à une baisse des prix à l'importation, au-delà et en deçà de certains niveaux de déclenchement.

Au cours de la discussion qui a suivi, plusieurs autres suggestions ont été faites en ce qui concerne les modalités spécifiques dans ce domaine et certains participants ont fait référence aux contributions spécifiques qu'ils avaient déjà présentées précédemment. Ces contributions antérieures portaient notamment sur un mécanisme visant à évaluer les équivalents tarifaires sur la base du niveau de subventionnement dans le pays exportateur. Un participant a avancé de nouvelles idées concernant un éventuel nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale. De nombreux participants se sont dits

favorables à une clause de sauvegarde spécifique en faveur des pays en développement sous une forme ou une autre; certains ont suggéré de maintenir le statu quo, tandis que d'autres étaient d'avis qu'il fallait éliminer le mécanisme de sauvegarde spéciale existant sans le remplacer par un nouveau. Il a été proposé d'inclure cette question dans les travaux techniques en cours.

Crédits à l'exportation

Nos travaux informels ont ensuite porté sur les crédits à l'exportation. Quatre contributions spécifiques ont été présentées à ce titre. L'une d'elles traitait des crédits à l'exportation dans le contexte du paragraphe 4 de la Décision de Marrakech concernant les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Les autres contributions proposaient des disciplines fondées sur des règles pour les crédits à l'exportation, les programmes d'assurance à l'exportation et de garanties de crédits à l'exportation visant à ce que ces mesures ne puissent pas être utilisées pour contourner les engagements en matière de subventions à l'exportation.

Les nouvelles contributions constituent une avancée réelle dans ce domaine difficile des négociations. Il est ressorti de la discussion qui a suivi qu'il existait une large identité de vues quant aux principaux points des disciplines envisagées, bien qu'un certain nombre de questions critiques aient également été soulevées qu'il reste à examiner. Certains participants ont indiqué que, outre une approche fondée sur des règles, l'élément subvention des crédits à l'exportation devrait être déterminé, consolidé et réduit parallèlement à la réduction des subventions à l'exportation.

Administration des contingents tarifaires

Une contribution concernant l'administration des contingents tarifaires a été présentée, qui préconisait des modalités autorisant expressément l'adjudication comme méthode d'administration des contingents tarifaires. Des critiques ont été formulées quant à la portée et à la teneur de la note d'information établie par le Secrétariat au sujet de l'adjudication (TN/AG/S/9), auxquelles le Secrétariat a répondu. Les avis restaient partagés en ce qui concerne l'adjudication, mais de nombreux participants appuyaient la proposition tendant à poursuivre les travaux techniques de caractère général sur l'administration des contingents tarifaires.

Outre le débat sur l'adjudication, des discussions ont également eu lieu au sujet d'autres aspects de l'administration des contingents tarifaires. Parmi les questions soulevées figurent l'élaboration de principes généraux, l'établissement d'une liste indicative de méthodes approuvées pour l'attribution des licences, la nécessité de maintenir une flexibilité afin que différentes méthodes d'administration puissent être utilisées pour différents produits sur différents marchés, ainsi que la transparence.

Les travaux effectués lors des consultations techniques précédentes ainsi que ceux qui ont été menés cette semaine ont de nouveau montré qu'il existe un large terrain d'entente important sur diverses questions d'ordre général relatives à l'administration des contingents tarifaires, même si de nombreuses divergences demeurent quant aux détails.

Conclusion

La réunion a dû être ajournée alors qu'il restait un certain nombre de points à examiner, parmi lesquels l'achèvement de notre discussion sur l'administration des contingents tarifaires, l'aide alimentaire et les entreprises commerciales d'État dans le contexte de la concurrence à l'exportation, ainsi que d'"autres" questions ou préoccupations spécifiques, au sujet desquelles les participants ont présenté plusieurs contributions additionnelles.

D'une manière générale, les travaux effectués au cours des trois premiers jours de cette semaine ont donné un certain nombre de résultats positifs. Beaucoup de nouvelles idées spécifiques ont été présentées concernant un large éventail de questions. Les discussions ont donné ample matière à réflexion. En outre, dans un ou deux domaines, il est encourageant de constater que les participants commencent à trouver un terrain d'entente qui devrait permettre de progresser.

Cependant, il ne sert à rien de dissimuler que, dans la plupart des domaines des négociations, les divergences de vues restent importantes. La tâche qui nous attend est énorme; il nous reste encore beaucoup de chemin à faire et nous disposons de très peu de temps pour atteindre notre objectif commun, à savoir respecter l'échéance de fin mars. Je ne peux qu'exhorter une nouvelle fois les participants à intensifier les négociations qu'ils mènent entre eux. Pour ma part, j'étudierai soigneusement les moyens de faciliter l'avancement des négociations. Néanmoins, toute initiative en ce sens de ma part sera vaine si toutes les parties ne manifestent pas la volonté politique de faire des compromis et d'arriver à un accord dans le délai prescrit par nos Ministres.

Annexe 2

TN/AG/5

QUINZIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE

Rapport du Président, M. Stuart Harbinson, au Comité des négociations commerciales

I. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

1. La session extraordinaire du Comité de l'agriculture, qui a été instituée par le Conseil général (WT/GC/M/53) et qui mène les négociations au titre des paragraphes 13 et 14 et des autres dispositions pertinentes de la Déclaration ministérielle de Doha, comme convenu par le Comité des négociations commerciales (TN/C/M/1), a tenu sa quinzième réunion le 22 novembre 2002. L'ordre du jour figurant dans l'aérogramme WTO/AIR/1963 a été adopté.

2. Le Président a présenté, sous sa propre responsabilité, un rapport sur les principaux aspects des débats de la session extraordinaire informelle tenue du 18 au 20 novembre sur les questions exigeant un suivi en ce qui concerne les modalités possibles dans les domaines de la concurrence à l'exportation, de l'accès aux marchés et du soutien interne, y compris le traitement spécial et différencié, qui fait partie intégrante de ces travaux. Lors de la session extraordinaire informelle 27 contributions écrites spécifiques, au total, ont été reçues de près de 100 participants. Il y a eu aussi, entre autres, de nombreux débats sur le traitement spécial et différencié dans le contexte des mesures de soutien interne et des mesures de sauvegarde spéciale par les pays en développement à des fins de sécurité alimentaire.

3. Le rapport du Président figurera dans le rapport résumé du Secrétariat sur la quinzième session extraordinaire formelle (qui sera distribué prochainement sous la cote TN/AG/R/5). Un certain nombre de déclarations ont été faites par les participants lors de la réunion formelle concernant les travaux effectués jusqu'ici sur les modalités possibles, y compris les éléments liés aux règles. Il sera aussi rendu compte des déclarations et communications des participants dans le rapport résumé du Secrétariat sur la session extraordinaire formelle.

4. En ce qui concerne l'état d'avancement des travaux de la session extraordinaire relatifs aux négociations sur l'agriculture, j'estime que d'intéressants progrès ont été faits, conformément au programme adopté à la réunion de mars de la session extraordinaire (TN/AG/1), dans l'élaboration technique de modalités possibles sur la base des propositions de libellé spécifique et autres contributions présentées par un large éventail de participants. En outre, depuis la fin septembre, des travaux techniques informels plus ciblés ont été engagés au sujet des disciplines possibles en matière d'administration des contingents tarifaires et de crédits à l'exportation. J'espère élargir la portée de ce type de travaux à d'autres domaines liés aux règles. Je continuerai d'organiser des consultations selon qu'il sera approprié et poursuivrai des travaux techniques informels ouverts à tous, y compris en ce qui concerne les questions et contributions qu'il n'a pas été possible d'examiner complètement dans le temps disponible pour la récente session extraordinaire informelle. Cela étant dit, ce processus nécessite de nouvelles contributions, plus spécifiques, dans certains domaines clés et je demande instamment aux participants qui ne l'ont pas encore fait d'apporter rapidement des contributions.

II. QUESTIONS EN SUSPENS

5. Comme les Membres du CNC le savent, de nombreuses questions restent en suspens dans les négociations sur l'agriculture, non seulement en ce qui concerne les méthodes à utiliser pour la négociation de nouveaux engagements et le degré d'ambition pour ce qui est des objectifs de réduction, mais aussi en ce qui concerne les règles et disciplines dans un certain nombre de domaines et pour certaines questions collatérales. Ce sont là des questions qu'il faudra examiner progressivement plus en détail lors des prochaines sessions extraordinaires.

III. TRAVAUX FUTURS

6. Comme il est mentionné au paragraphe 4 ci-dessus, la réalisation de travaux techniques supplémentaires ciblés sur un certain nombre de questions en suspens auxquelles sont confrontés les participants reste essentielle. Par ailleurs, nous approchons maintenant rapidement du stade où un examen général et pratique des modalités possibles pour répondre aux objectifs de Doha doit être entrepris. Conformément au programme convenu de la session extraordinaire, un examen global quant au fond des modalités possibles, y compris des éléments liés aux règles, doit être entrepris à la prochaine session extraordinaire qui aura lieu du 22 au 24 janvier 2003. Cet examen sera effectué sur la base d'une note récapitulative que j'établirai, en ma qualité de Président, et qui sera distribuée pour le 18 décembre 2002.
